

## LES PARTIS POLITIQUES

### LA RÉACTION DES DÉPUTÉS PROGRESSISTES CONSERVATEURS À LA QUESTION DE L'EMPLOI

**M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles):** Monsieur le Président, hier des membres du parti conservateur ont ri quand j'ai voulu savoir si, dans les projets Canada au travail, on se souciait de la sécurité des travailleurs.

**M. Thacker:** Vous êtes un menteur.

**M. Manly:** Qui avait-il de si drôle? Les conservateurs se moquent-ils de tous ceux qui doivent accepter des emplois mal rémunérés? Trouvent-ils ridicule l'idée que ces travailleurs puissent bénéficier de l'aide d'un comité de la sécurité ainsi que d'une procédure de règlement des griefs?

**M. Blenkarn:** Non, c'est de vous qu'on riait.

**M. Manly:** Ces mêmes conservateurs devraient aller rendre visite à certaines équipes des projets de Canada au travail. Ils verraient combien c'est amusant d'entretenir un foyer et une famille avec un bas salaire. Ils pourraient se moquer des conditions de sécurité des travailleurs qui accomplissent des travaux accablants et doivent se servir de machines électriques à l'extérieur par tous les temps.

Ils ont traité d'hypocrite le ministre de l'Emploi et de l'Immigration quand il a promis d'examiner la question. Nous saurons bien un jour s'il faisait preuve d'hypocrisie. Mais au moins il a eu l'intelligence politique de se rendre compte que la question était importante. Les conservateurs se fichent éperdument des besoins des travailleurs canadiens.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Manly:** La sécurité au travail doit être prise au sérieux et les Canadiens peuvent très bien se passer de l'humour conservateur.

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

### LE MAINTIEN DE LA BASE DES FORCES CANADIENNES À CHATHAM (N.-B.)

**M. Maurice A. Dionne (Northumberland-Miramichi):** Monsieur le Président, il y a environ deux ans et demi, le gouvernement avait pris à l'égard de la base militaire de Chatham une décision qui à l'époque, paraissait porter un coup de massue à la ville de Chatham et à la circonscription de Northumberland-Miramichi. Toutefois, le gouvernement avait déclaré à ce moment-là qu'il ferait tout son possible pour dédommager la ville de cette perte et rouvrir la base. Le ministre de la Défense nationale (M. Blais) s'est rendu hier à Chatham pour annoncer qu'on allait insuffler une vie nouvelle à ce qui était sur le point de devenir une base militaire morte et lui assurer un long avenir.

Tandis que les conservateurs et les néo-démocrates se livraient à de la politiciannerie à ce sujet au Nouveau-Brunswick, beaucoup de gens ici à Ottawa et les autorités de la région redoublaient d'efforts pour résoudre le problème. Il a maintenant été résolu, et je tiens à exprimer au gouvernement ma gratitude et celle de mes commettants pour la décision qu'il a prise en assurant à Chatham un long avenir et la création de 1,400 emplois.

## Questions orales

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'ADMINISTRATION

#### LA COURSE À LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL—LA DÉCLARATION DU MINISTRE AU SUJET DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET RÉGIONAL

**L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre j'adresserai ma question au ministre chargé du Développement économique qui se trouve quelque part à l'arrière-plan.

**M. Wilson:** Qui traîne quelque part à l'arrière-plan.

**Une voix:** Voici le premier ministre.

**M. McGrath:** Monsieur le Président, je pourrais alors adresser ma question au très honorable premier ministre. Hier, à Toronto, le ministre d'État chargé du Développement économique a critiqué le programme de développement industriel et régional, dont il est en partie responsable en tant que président du comité du cabinet pour le développement économique, lorsqu'il a dit:

J'ai l'impression qu'il n'atteint pas son but.

Je crois qu'il a tendance à accentuer les faiblesses de notre économie au lieu de tirer parti de ses atouts.

C'est le même ministre qui disait il y a quelques semaines et je cite:

• (1415)

Au lieu de venir à la rescousse de sociétés de camionnage en difficulté, de sociétés d'informatique en faillite et de ministères trop bien pourvus en personnel, nous devrions miser davantage sur notre population.

La coupe est pleine, monsieur le Président. Même si le congrès approche, vu la solidarité à laquelle est tenue le cabinet, comment le premier ministre peut-il accepter de garder, au sein du gouvernement, un ministre qui critique le programme dont il est responsable?

**L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, si vous le permettez je vais répondre à cette question. Je souhaiterais que le député lise mon discours, à condition qu'il promette de ne pas utiliser les idées qu'il contient, comme son parti l'a fait dans le passé. A l'occasion de cette élection d'un nouveau chef, un certain nombre d'entre nous voyageons dans le pays et rencontrons des gens. Bien entendu, je fais déjà cela dans le cadre de mes responsabilités.

En ce qui concerne le programme dont j'ai parlé hier soir, les chefs de petites et moyennes entreprises m'ont posé de nombreuses questions qui, je pense, doivent être envisagées. Je suis porté à penser que dans ces secteurs une meilleure approche est possible. Je ne dis pas que les subventions ne sont pas utiles comme le dit la presse. C'est pourquoi j'invite le député à regarder l'ensemble du texte. Toutefois, il y a de nombreux hommes d'affaires dans ce pays qui estiment que ce genre de programme est trop centralisé et trop bureaucratique. De ce côté de la Chambre nous avons pour principe de toujours essayer d'améliorer nos programmes, nos politiques et autres activités. C'est exactement ce que je propose. Je prétends qu'un peu d'amélioration serait une bonne chose pour votre côté également.